

Objekttyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio**

Band (Jahr): **4 (1886)**

Heft 4

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 16. Januar — Berne, le 16 Janvier — Berna, li 16 Gennajo

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 6. (halbj. Fr. 3). — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.
 Abonnement annuel Fr. 6. (Fr. 3 pour six mois). — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berna.
 Prezzo delle associazioni Fr. 6. (Fr. 3 per semestre). — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes.

Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Amortisation.

Zufolge Beschlusses des Bezirksgerichts Frauenfeld vom 8. Januar l. J. wird der allfällige Inhaber der vermögten Obligationen Nr. 9240 und Nr. 9241 der Thurgauischen Hypothekenbank in Frauenfeld, d. d. 21. Dezember 1874, erstere lautend per Fr. 2500 zu Gunsten der Jgfr. Susanna Fischer in Attenreuti, letztere lautend per Fr. 3500 zu Gunsten der Jgfr. Ursula Fischer in Attenreuti, hiedurch aufgefordert, diese Titel innert der Frist von 3 Monaten von heute an der Gerichtskanzlei Frauenfeld einzusenden, ansonst dieselben als entkräftet erklärt wären.

Frauenfeld, den 13. Januar 1886.

Dr. A. Kreis, Gerichtsschreiber.

Demande en annulation.

Le président du tribunal de l'arrondissement de la Sarine (Fribourg) fait connaître que M. Joseph Vonderweid, juge de paix, à Fribourg, demande l'annulation, à l'effet d'en obtenir une nouvelle expédition, de trois obligations souscrites pour le rachat du pontonnage sur les ponts-suspendus décrété par le grand conseil du canton de Fribourg, le 14 septembre 1855, de fr. 800 chacune, divisées en 4 coupons de fr. 200, numérotés de 1 à 4, obligations dont M. Philippe Vonderweid de Hattenberg, à Fribourg, était propriétaire, savoir :

1° des obligations n^{os} 495 et 496, soit des 4 coupons composant chacune de ces obligations;

2° des coupons n^{os} 1 et 4 de l'obligation n^o 497.

Conformément aux art. 844, 850, 851 et suivants du Code fédéral des obligations, tout porteur ou dépositaire des titres susindiqués est sommé de les produire au greffe du tribunal de l'arrondissement de la Sarine, à Fribourg, dans le délai de 3 ans, à partir de la première insertion de cet avis, lequel sera publié 3 fois dans la Feuille officielle suisse du commerce.

Donné à Fribourg, le 5 janvier 1886.

Le président du tribunal:
Georges Python.

Le président du tribunal de l'arrondissement de la Sarine,

en application des articles 852 et 857 du Code fédéral des obligations, somme tout porteur ou dépositaire du coupon d'intérêt de fr. 148. 75, échu le 1^{er} août 1885, appartenant à la cédule n^o 1507, série C, du capital de fr. 3500 de la caisse hypothécaire du canton de Fribourg, d'en effectuer le dépôt au greffe du tribunal de l'arrondissement de la Sarine, à Fribourg, dans le délai de 3 ans dès la date de la première publication des présentes.

Donné pour triple insertion dans la Feuille officielle suisse du commerce. Fribourg, le 5 janvier 1886.

Le président du tribunal:
Georges Python.

Nous, président du tribunal civil de Genève.

Vu la requête qui nous a été adressée ce jour par M. Albert Vischer, négociant, domicilié à Bâle, mais élisant domicile à Genève en l'étude de M^{rs} Serment et Mozer, avocats.

Attendu qu'il en résulte que dix obligations 3 % de cent francs de l'Etat de Genève, portant les numéros 122,854 à 122,863, avec feuilles de coupons au 1^{er} avril 1886 et échéances subséquentes, ont été volées au requérant.

Vu les articles 850 et suivants du Code fédéral des obligations.

Sommons le détenteur inconnu des titres ci-dessus énumérés de les produire et déposer au greffe du tribunal civil de Genève, dans le délai de trois ans à dater de la première publication du présent avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

Faisons défense à l'Etat de Genève d'en payer le montant.

Genève, le 14 novembre 1885.

Le président du tribunal:
E. Binder.

Le président du tribunal du district d'Yverdon,

agissant conformément aux articles 850 et suivants du Code fédéral des obligations,

Attendu qu'il résulte d'une requête présentée par l'avocat Ch^e Meylan, à Yverdon, les faits suivants :

1° D^{lle} Louise Estoppey, à Granges, représentée par son mandataire D. Aubert, horloger, à Yverdon, est propriétaire des actions au porteur de l'Omnium vaudois, portant les n^{os} 307, 308, 309 et 882.

2° Ernest Lardy, à Vannes (France), représenté par son mandataire A. Jayet-Morel, banquier, à Yverdon, lequel agit également comme curateur de la substitution établie en faveur des enfants de G. de Guimps, à Yverdon, et D. de Rham, à Giez, est propriétaire des actions de la dite société n^{os} 1786 et 1787, au porteur, provenant de la succession du capitaine F. Ruvillion, lequel les tenait lui-même par succession de sa mère veuve Ruvillion-de Brackel.

3° Edouard Neiss, D^r médecin, à Payerne, est propriétaire de l'action au porteur de l'Omnium vaudois n^o 1455, par cession d'Alph. Fornallaz, à Avenches.

4° Charles feu Jean-Rodolphe Crisinel, à Combremont-le-Petit, est propriétaire de l'action au porteur n^o 1449 de l'Omnium vaudois.

5° François-Etienne Roullier, à Villars-Epeney, est propriétaire de l'action au porteur de l'Omnium vaudois, n^o 717.

6° Jaques Cart, ministre, à Rolle, représenté par les gérants de son rentier, Masson, Chavannes & C^{ie}, banquiers, à Lausanne, est propriétaire de l'action au porteur n^o 143 de l'Omnium vaudois.

7° D^{lle} Louise Recordon, à Rances, représentée par le gérant de son rentier, L^r Michod, banquier, à Yverdon, est propriétaire de l'action au porteur n^o 671 de l'Omnium vaudois.

8° Paul et Léonie Muller, à Genève, représentés par leur mère tutrice, Laure Muller-Meillaud, sont propriétaires des actions de l'Omnium vaudois n^{os} 311 et 312, au porteur, par succession d'Albert Muller-Caille, à Payerne.

9° Les actionnaires prénommés ont détruit ou perdu leurs titres d'actions, la plupart avant le renouvellement de la feuille de coupons, en l'année 1878.

10° Dès lors, ils ont continué à percevoir les coupons d'intérêts et de dividendes distribués par l'Omnium vaudois, les feuilles de coupons restant déposées en mains de celui-ci et sous l'obligation de remboursement en cas de réclamation du porteur du titre.

11° L'Omnium vaudois est actuellement en liquidation; un remboursement partiel de deux cent cinquante francs a déjà été effectué sur le montant des actions; les créanciers susnommés n'ont point pris part à cette répartition.

Attendu que les renseignements obtenus sont de nature à permettre de tenir pour dignes de foi les allégations du requérant touchant la possession et la perte de ces titres;

Somme par les présentes les détenteurs inconnus des actions dont il s'agit de les produire au greffe du tribunal, à Yverdon, dans le délai de trois ans à dater de la première publication, à quel défaut l'annulation en sera prononcée conformément à la loi.

En outre, défense est faite au débiteur, l'Omnium vaudois, par notification à son directeur, Louis Michod, banquier, à Yverdon, de payer le montant des dits titres sous peine de payer deux fois.

Donné pour être publié trois fois dans la Feuille officielle suisse du commerce et trois fois dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud.

Yverdon, le 11 janvier 1886.

Le président:
U. Péclard.

Handelsregistereinträge — Incriptions au Registre du Commerce — Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

NB. Für die auf **Löschungen** bezüglichen Publikationen wird **Kursivschrift** verwendet. — Les publications concernant des **radiations** sont faites en caractères **italiques**. — *Quelle pubblicazioni che risguardano le cancellazioni sono stampate in lettere corsive.*

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1886. 8. Januar. *Nachgenannte Firmen sind in Folge Konkurses über ihre Inhaber erloschen:*

- K. Frank** in Zürich (S. H. A. B. 1883, pag. 957);
- J. Müller** in Hirslanden (S. H. A. B. 1885, pag. 365);
- S. Bryner-Bock** in Zürich (S. H. A. B. 1885, pag. 35).

8. Januar. Die Firma „**Frau Barbara Hoffman**“ in Riesbach (S. H. A. B. 1883, pag. 858) ist in Folge Verkauf des Geschäftes erloschen. Louise Rümeli von Volketswil, wohnhaft in Zürich, ist Inhaberin der Firma **L. Rümeli, Nachf. v. Frau Barbara Hoffman** in Riesbach. Natur des Geschäftes: Modewaren. Geschäftslokal: Seefeldstraße 28.

8. Januar. Die Firma **Louis Biedermann** in Rorbas (S. H. A. B. 1883, pag. 985) ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

8. Januar. Die Firma „**Joh. Hofmann (Jean Hofmann)**“ in Winterthur (S. H. A. B. 1883, pag. 119) ist erloschen. Hermann Hofmann von und in Winterthur, Carl Zwink von Göppingen (Württemberg), in Winterthur, und Johannes Hofmann von und in Winterthur, haben unter der Firma **Hofmann, Zwink & C^o** in Winterthur eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1886 ihren Anfang nahm. Unbeschränkt haftende Gesellschafter sind: Hermann Hofmann und Carl Zwink; Kommanditär ist: Johannes Hofmann, mit dem Betrage von zweihunderttausend Franken. Natur des Geschäftes: Schuhfabrikation en gros. Geschäftslokal: Zum Walfisch.

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Biel.

1886. 8. Januar. In Folge Konvention vom 18. Oktober 1885 ist die im Handelsamtsblatt vom 15. Juni 1884, Nr. 48, pag. 429, publizierte Kollektivgesellschaft **Chatelain & Wenger** in Biel aufgelöst und wird hiemit gelöst.

8. Januar. Mit Beginn vom 1. Januar 1886 haben die Herren Christian Wenger von Blumenstein, Schalenmacher in Biel, und Albert Simmen von Erlach, Schalenmacher in Biel, eine Kollektivgesellschaft gegründet, unter der Firma **Wenger & Simmen** in Biel. Natur des Geschäftes: Goldschalenfabrikation (Nachfolger der Firma Chatelain & Wenger in Biel). Domizil: Biel.

9. Januar. Die im Handelsregister von Biel unter Nr. 42 vom 11. Januar 1883 eingetragene und im Handelsamtsblatt Nr. 9 vom 29. Januar 1883, pag. 59, publizierte Firma **Louis Girod** in Biel ist in Folge Verkauf des Geschäftes auf 1. Januar 1886 erloschen.

9. Januar. Inhaber der auf 1. Januar 1886 gegründeten Firma **A. Tanner successeur de Louis Girod** in Biel ist Herr August Tanner von Waldshut, Kaufmann in Biel. Natur des Geschäftes: Betreibung der von Herrn Louis Girod übernommenen Bonneterie-, Mercerie-, Laine- und Coton-Handlung. Domizil: Marktgasse Nr. 123 in Biel.

Bureau de Courtelary.

11 janvier. La raison **J. M. Galley**, à St-Imier, inscrite au registre du commerce le 7 mars 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. du 13 même mois, page 270, a été radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire prononcée par jugement du tribunal de commerce de ce district du 9 janvier courant.

Bureau Nidau.

8. Januar. Die Firma **Niklaus Wegmüller** in Madretsch, publiziert im S. H. A. B. vom 10. April 1883, pag. 399, ist wegen Wegzug des Inhabers erloschen.

Bureau de Porrentruy.

9 janvier. M^{me} **Thérésine née Rebetz, veuve de Victor Bloch, de Balsthal, canton de Soleure, s'est retirée de la société en nom collectif existant sous la raison sociale E. Simon et C^o à Porrentruy, et inscrite au registre du commerce le 20 mars 1883 (F. o. s. du c. du 1883, page 382). Les deux associés actuels ont la signature sociale.**

Bureau Thun.

6. Januar. Die Firma Gebrüder Lüscher & C^o in Bern (eingetragen im Handelsregister von Bern am 9. März 1883 und publiziert im S. H. A. B. vom 19. März 1883, pag. 293) hat am 1. April 1885 in Thun eine Zweigniederlassung errichtet unter der nämlichen Firma **Gebrüder Lüscher & C^o**. Natur des Geschäftes: Lederhandlung. Geschäftslokal: Bälliz. Zur Vertretung dieser Filiale sind die Gesellschafter Gottfried Lüscher-Stauffner und Emil Lüscher-Hofer, beide in Bern, allein berechtigt.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1886. 10. Januar. Die Firma **Fz. X. von Moos** in Luzern (S. H. A. B. 1883, Seite 60) erteilt Prokura an Franz von Moos und Friedrich von Moos von und in Luzern.

10. Januar. Inhaber der Firma **Wilh. Weingartner** in Luzern ist Wilhelm Weingartner von Adligenschwyl, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Wein- und Spirituosenhandlung.

10. Januar. Die Kollektivgesellschaft „**A. & H. Bucher**“ in Mehlsecken (S. H. A. B. 1883, Seite 424) hat sich aufgelöst. Die Liquidation wird durch die beiden Gesellschafter besorgt. Inhaber der Firma **Hermann Bucher** in Mehlsecken ist Hermann Bucher von Schötz, wohnhaft in Mehlsecken. Natur des Geschäftes: Müllerei.

Kanton Zug — Canton de Zoug — Cantone di Zugo

1885. 30. Dezember. Zuzufolge der mit dem 1. Januar 1886 in Kraft tretenden revidirten Statuten der bisherigen Aktiengesellschaft „**Schmid Henggeler & C^o**“ in Unterägeri erlischt deren in Nr. 29 des S. H. A. B. vom 2. März 1883, pag. 216 veröffentlichte Firma und tritt auf genannten Zeitpunkt an deren Stelle die Aktiengesellschaft **Spinnereien Aegeri in Unterägeri** zum Zwecke des unveränderten Fortbetriebes der industriellen Etablissements in Unter- und Neuägeri sammt dem dazu gehörenden Besitz und Eigenthum in den Gemeinden Unterägeri, Menzingen, Baar und Zug. Das voll einbezahlte Gesellschaftskapital besteht aus **Fr. 1'440,000**, eingetheilt in 144 auf den Namen lautende und untheilbare Aktien von je Fr. 10,000. Als Organe der Gesellschaft werden bezeichnet die Generalversammlung, die Aufsichtskommission, die aus einem Direktor und einem bezw. zwei Prokuratören, bestehende Direktion und die Rechnungsrevisoren. Die von der Generalversammlung erfolgenden statutengemäßen Beschlüsse haben für alle Aktionäre, die ihre bezüglichen Mitgliedschaftsrechte nur an den Sitzungen der erstern geltend machen können, rechtsverbindliche Kraft. Die Einladungen zu den Sitzungen der Generalversammlung erfolgen durch Chargébrief. In den Hauptversammlungen der Gesellschaft hat jede Aktie eine Stimme. Kein Aktionär darf mehr als den fünften Theil der Stimmen der sämtlichen vertretenen Aktien abgeben. Zu einem gültigen Beschlusse ist erforderlich die absolute Mehrheit von 73 Stimmen, die aber wenigstens durch 5 Aktionäre vertreten sein müssen. Für Abänderung der Statuten, Vermehrung des Geschäftskapitals, Reorganisation des Geschäftes, für Ankauf oder Verkauf von Grundeigenthum oder für Abschluß von Anleihen, sowie für Auflösung der Gesellschaft sind $\frac{3}{4}$ oder 108 Stimmen von wenigstens 6 Aktionären erforderlich. Die Direktion besorgt und überwacht unter Aufsicht der dreigliedrigen, von der Generalversammlung aus der Mitte der Aktionäre gewählten Aufsichtskommission die ganze Leitung des Geschäftes gemäß den von letzterer ihr zukommenden Weisungen. Der Direktor hat die Beschlüsse der Generalversammlung und der Aufsichtskommission in Vollzug zu setzen; er ist das ordentliche Organ der Gesellschaft nach Außen und zeichnet rechtsverbindlich nach allen Richtungen. In Abwesenheitsfällen unterzeichnet der Prokuratör. Mit Ausnahme der laufenden Geschäfte müssen alle Aktenstücke vom Präsidenten der Aufsichtskommission und dem Direktor unterzeichnet sein. Die Wahl der Rechnungsrevisoren erfolgt durch die Generalversammlung. Dieselben müssen Mitglieder der Gesellschaft sein. Die zur Vertretung der jetzigen Gesellschafts-firma berechtigten Personen sind die gleichen, welche diese Befugniß unter der bisherigen Firma ausübten, nämlich: Aug. Henggeler-Frey in Baar, als Präsident der Aufsichtskommission; Wolfgang Henggeler-Wikart, als Direktor; und Alois Henggeler-Henggeler und Carl Henggeler, als Prokuratör.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friburgo

Bureau de Bulle (district de la Gruyère).

1886. 8 janvier. La maison „**François Peyraud fils**“, à Bulle (F. o. s. du c. 1883, page 360), a cessé d'exister à partir de ce jour, ensuite du décès de son chef **M. Joseph Peyraud-Bosson, survenu le 28 décembre écoulé.** M^{me} veuve Peyraud-Bosson, son épouse, de Bulle, a pris la suite de dite maison, dès l'époque prémontrée, sous la raison **V^o Peyraud-Bosson**, à Bulle. Genre de commerce: Epicerie, plumes et duvets, mercerie, laines et cotons.

Bureau Murten (Bezirk See).

9. Januar. Der Vorstand der **Käseereigesellschaft von Murten**, Genossenschaft mit Sitz in Murten (S. H. A. B. 1883, pag. 882), ist seit dem 22. November 1885 aus folgenden Mitgliedern bestellt: Präsident: H. Alfred Liechti im Zigerli bei Murten; Vizepräsident: H. Johann Riesemey im Ladera bei Murten; Sekretär: H. Johann Ramstein im Löwenberg bei Murten; Beisitzer: H. Samuel Ryser im Greng bei Murten; H. Peter Burger im Zigerli bei Murten.

Kanton Solothurn — Canton de Soleure — Cantone di Soletta

Bureau Stadt Solothurn.

1886. 8. Januar. Die Firma „**Wittwe Fetscherin**“ in Solothurn (S. H. A. B. 1884, pag. 74) ist erloschen. Inhaber der Firma **J. Waetge** in Solothurn ist Julius Waetge-Fetscherin von Norden, Provinz Hannover, wohnhaft in Solothurn. Natur des Geschäftes: Apotheke. Geschäftslokal: Hauptgasse 27.

11. Januar. Inhaber der Firma **Fr. Jäger zum Heidenhubel** in Solothurn ist Franz Jäger von Kleinhellettitz bei Saaz, Böhmen, wohnhaft in Solothurn. Natur des Geschäftes: Bierbrauerei. Geschäftslokal: Heidenhubel, gelb Quartier Nr. 276.

Basel-Stadt — Bâle-ville — Basilea-Città

1886. 7. Januar. David Brunschwig von Stein (Aargau), wohnhaft in Basel, und Marx Bloch von Obersulz (Elsaß), wohnhaft in Mülhausen (Elsaß), haben unter der Firma **David Brunschwig & C^o** in Basel eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1886 begonnen hat. Natur des Geschäftes: Export in Seidenwaren. Geschäftslokal: Theaterstraße 10.

9. Januar. Die Firma **E. Ab-der-Halden & Cie** in Colmar (Elsaß) hat ihre Zweigniederlassung in Basel (S. H. A. B. 1883, pag. 768) aufgegeben; die Firma ist in Basel erloschen.

11. Januar. Die Firma **Vve Hensler** in Basel (S. H. A. B. 1883, pag. 783 und 823) ist in Folge Konkurses der Inhaberin von Amtes wegen gestrichen worden.

11. Januar. Friedrich Ræuber von Welmlingen (Baden) und Gustav Schöpfer von Lahr (Baden), beide wohnhaft in Basel, haben unter der Firma **Ræuber & Schöpfer** in Basel eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 20. Juni 1885 begonnen hat. Natur des Geschäftes: Preßbefe-fabrik und Dampfbrennerei. Geschäftslokal: Maulbeerweg 91.

11. Januar. Die Firma **A. Levy-Finger et ses fils** in Paris (Inhaber: Alexander Levy-Finger, Henri Levy und Fernand Levy, sämtlich in Paris), eingetragen beim Pariser Handelsgericht, hat schon vor 1883 in Basel eine Zweigniederlassung unter der gleichen Benennung wie die Hauptfirma errichtet. Die Vertretung der Zweigniederlassung steht lediglich den Inhabern zu. Natur des Geschäftes: Farben und Firnisse. Geschäftslokal: Todtentanz 1.

Baselland — Bâle-campagne — Basilea-Campagna

1886. 9. Januar. Die Firma **Js. Woog** (Tuch- und Bettwaaren-handlung) (publiziert im S. H. A. B. vom 12. März 1883, pag. 264) hat ihr Domizil von **Sissach** nach **Liestal** verlegt.

11. Januar. *Der bisherige Verwalter* der Genossenschaft unter der Firma **Consumverein Birsfelden** in Birsfelden, **Konrad Gottfried Häusermann** (siehe S. H. A. B. vom 14. Dezember 1884, pag. 814), ist aus der Verwaltung ausgetreten. An seiner Stelle ist von der Verwaltung nach § 20 der Statuten als Verwalter gewählt worden: Sommerhalder **Adolf** von Basel, in Birsfelden. Derselbe führt vom 4. Januar 1886 an mit dem derzeitigen Vereinspräsidenten **Gysin Joh. Jb.** von Wittinsburg, in Birsfelden, die nach Außen rechtsverbindliche Unterschrift durch kollektive Zeichnung.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Galle

1886. 9. Januar. Die Firma **Jacob Naef** (S. H. A. B. 1883, pag. 25) hat mit dem 1. Januar 1886 ihr Domizil von **St. Gallen** nach **Flawil** verlegt.

Kanton Graubünden — Canton des Grisons — Cantone dei Grigioni

1886. 6. Januar. Die Firma „**Casti Pinösch & C^a** in Ardez (S. H. A. B. 1885, pag. 549) ist in Folge Ablebens des Gesellschafters **Peter Casti** erloschen. Die übrigen Gesellschafter, **Hans Casti** von und in Trins und die Firma **Gebr. Pinösch** in Ardez (S. H. A. B. 1883, pag. 561), führen das Geschäft (Holzhandel) in unveränderter Weise als Kollektivgesellschaft, welche am 1. Oktober 1885 begonnen hat, unter der Firma **Casti & Pinösch** in Ardez fort.

Kanton Aargau — Canton d'Argovie — Cantone d'Argovia

Bezirk Aarau.

1886. 10. Januar. Die Kollektivgesellschaft „**Stephani & Adam**“ in Aarau (S. H. A. B. 1883, pag. 68) hat sich aufgelöst. Inhaber der Firma **P. Adam-Stephani** in Aarau ist **P. Adam-Stephani** von Allschwil (Baselland), wohnhaft in Aarau; die Firma übernimmt Aktiva und Passiva der erloschenen Firma **Stephani & Adam**. Natur des Geschäftes: Bleicherei, Färberei und Appretur. — Die Firma **P. Adam-Stephani** in Aarau erteilt Prokura an **J. Fleury** von Laufen (Bern), wohnhaft in Aarau.

Kanton Tessin — Canton du Tessin — Cantone del Ticino

Ufficio di Leontica (distretto di Blenio).

1886. 3. Gennajo. La ditta „**B. Corazzini**“, in **Dongio**, inscritta nel registro di commercio il 31 Marzo 1883 e pubblicata sul F. u. s. di c., 23 Maggio 1883, n° 75, pag. 600, dietro domanda del titolare viene cancellata. Il commercio della suddetta cessata ditta viene continuato da una società in accomandita, costituitasi tra i Signori **Basilio Corazzini**, di Ludiano, domiciliato a Dongio, e **Andreazzi Domenico**, di Dongio, suo domicilio, sulle seguenti basi: 1° Socio responsabile è il Sig^r **Corazzini Basilio**, di Ludiano, domiciliato a Dongio. 2° Il Sig^r **Andreazzi Domenico** è socio accomanditante per la somma conferita di fr. 3892. 3° La ragione sociale è **B. Corazzini e C^o**, con sede in Dongio. 4° La società principio col 1° Gennajo 1886, ed è costituita per anni 3.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Payerne.

1886. 7. janvier. La succursale existant à **Granges-Marnand** sous la raison „**Pavarin & Caramello**“, publiée dans la F. o. s. du c. de 18 juin 1883, page 722, est radiée à la demande de l'associé **Laurent Caramello**, en raison de ce que la maison principale n'existe plus. Le dit **Laurent Caramello**, de Varso (Italie), et **César Caramello**, du même lieu, les deux domiciliés à **Granges-Marnand**, ont constitué dans ce dernier endroit, sous la raison sociale **Caramello & C^o**, une société en nom collectif, commencée le 1^{er} janvier 1886, et qui reprend l'actif et le passif de la société **Pavarin & Caramello**, dont le siège était à **Moudon**. Genre de commerce: Draperie, toilerie, nouveautés, fers, épicerie, fayences, quincaillerie, etc. Magasin: à **Granges-Marnand**.

Bureau d'Yverdon.

8. janvier. La raison **Alfred Piaget**, à **Yverdon** (commission, escompte, commerce de charbons), publiée dans la F. o. s. du c. de 6 avril 1883, page 379, a cessé d'exister ensuite de décès du titulaire.

8. janvier. **Joseph-Henri feu Joseph-François-Laurent Goy**, de **Domblans**, département du Jura, France, domicilié à **Yverdon**, déclare être le chef de la maison **J. Goy**, à **Yverdon**. Genre de commerce: Vins et spiritueux.

Kanton Valais — Canton du Valais — Cantone del Vallese

Bureau de St-Maurice.

1886. 11. janvier. Le chef de la maison **Gustave Ducrey**, à **Martigny-Ville**, est **Gustave Ducrey**, de **Martigny** et y domicilié. Cette maison a commencé le 1^{er} janvier 1886. Genre de commerce: Exploitation de glace du glacier de **Salcinoz** et de celle dite du **Grand St-Bernard**. Bureau: à son domicile.

11. janvier. La société en nom collectif **Goumand et Ducrey**, à **Martigny**, inscrite au registre du commerce le 23 mai 1884, publiée dans la F. o. s. du c. de 29 du même mois, page 392, et dans le Bulletin officiel du Valais, le 6 juin 1884, s'est dissoute à la date du 31 décembre 1885. Les associés en opèrent eux-mêmes la liquidation.

Kanton Neuchâtel — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Bureau du Locle.

1886. 8. janvier. La société en nom collectif **Dubois & Maire**, comptoir d'escompte, au **Locle** (F. o. s. du c. 1883, pag. 79), est dissoute à partir du 31 décembre 1885. La liquidation aura lieu par les soins des deux associés qui signeront „**Dubois & Maire** en liquidation“ et la signature d'un des associés.

Bureau de Neuchâtel.

9. janvier. La raison **Chs Porret**, à **Neuchâtel**, inscrite au registre du commerce le 30 mars 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. de 2 juin 1883, n° 81, page 651, est radiée d'office ensuite de la déclaration de faillite du titulaire, prononcée le 12 décembre 1884.

9. janvier. La société en nom collectif **Oscar Favre & C^{ie}**, à **Neuchâtel**, inscrite au registre du commerce le 20 janvier 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. de 31 janvier 1883, II^e partie, n° 11, page 79, est radiée d'office ensuite du départ des titulaires.

9. janvier. La raison **F. Niggli**, à **Neuchâtel**, inscrite au registre du commerce le 24 janvier 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. de 5 février 1883, II^e partie, n° 13, page 98, est radiée d'office ensuite du départ de la titulaire.

9. janvier. L'Agence commerciale (A. V. Müller), à **Neuchâtel**, inscrite au registre du commerce le 26 mars 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. de 22 mai 1883, n° 74, page 596, est radiée d'office ensuite du départ du titulaire.

9. janvier. La raison **Guillaume Montandon**, à **Neuchâtel**, inscrite au registre du commerce le 30 mars 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. de 2 juin 1883, n° 81, page 649, est radiée d'office ensuite du décès du titulaire.

9. janvier. La raison **J. H. Perrenoud**, à **Neuchâtel**, inscrite au registre du commerce le 10 septembre 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. de 22 septembre 1883, n° 120, page 915, est radiée d'office ensuite du décès du titulaire.

Kanton Genéve — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1886. 8. janvier. Le sieur **Moïse Valleiry**, domicilié à **Genève**, s'est retiré à dater du 31 décembre 1885 de la société en nom collectif **Ant. Eggly & C^o**, fabrique de boîtes de montres, à **Genève** (F. o. s. du c. de 1883, page 338). Les autres associés qui sont **MM. Antoine** et **Henry Eggly**, tous deux domiciliés à **Genève**, restent chargés de l'actif et du passif de la société qu'ils continuent sous la même raison sociale et pour le même genre d'affaires.

8. janvier. Le chef de la maison **L. Magnin**, à **Genève**, commencée en mars 1885, est **Léon Magnin**, de **Genève**, y domicilié. Genre de commerce: Chemisier. Bureau et magasin: 17, Rue du Mont-Blanc.

8. janvier. La raison **Hri Magnin**, fabrique de boîtes de montres, à **Genève** (F. o. s. du c. de 1883, page 338), est radiée ensuite de renonciation du titulaire en date de ce jour.

9. janvier. Le chef de la maison **A. Philippin**, à **Genève**, commencée le 30 décembre 1885, est **M^{lle} Adèle Philippin**, de **Corcelles** et **Commondèche** (**Neuchâtel**), domiciliée provisoirement à **Vienne** (Autriche). Genre de commerce: Mercerie, bonneterie. Magasins: 4, Rue Pierre-Fatio. Vu l'absence momentanée du chef, la déclaration est faite par **M^{lle} Louisa Affemann**, de **Genève**, y domiciliée, à laquelle procuration a été donnée dès le 30 décembre dernier par la maison sus-désignée.

9. janvier. La maison **Ern. Pictet & C^o**, banquiers, à **Genève** (F. o. s. du c. de 1883, pages 27 et 684), a donné, dès le 1^{er} janvier courant, procuration aux suivants: 1° à **François Lacroix**; 2° à **Guillaume Pictet**, fils de l'associé **Ernest Pictet**, tous deux de **Genève** et y domiciliés. La procuration conférée antérieurement à **M. Etienne Rivoire** est toujours en vigueur.

9. janvier. Le chef de la maison „**J. Michelin dit Salomon**“, négociant en vins et liqueurs, à **Genève**, où il avait été inscrit sous ce nom et comme fils mineur émancipé de feu **Jean Etienne** (voir F. o. s. du c. de 1883, page 988), étant autorisé par la production d'un acte d'état civil à rectifier la dite raison de commerce, signera à l'avenir sous la raison **J. Michelin-Salomon**. Il continue sous ce nom le même genre de commerce et dans les mêmes locaux: 12, Rue de la Paix.

9. janvier. La raison „**Alph. Bernard**“, à **Genève** (F. o. s. du c. de 1885, page 710), a cessé d'exister ensuite de l'entrée du titulaire dans l'association mentionnée ci-après: Les suivants: **Alphonse Bernard**, de **Céigny**, et **Louis J. P. Cramer**, de **Genève**, tous deux domiciliés à **Genève**, ont constitué en cette ville et sous la raison sociale **Bernard & Cramer**, une société en nom collectif, commencée le 1^{er} janvier 1886. Genre d'affaires: Agence générale d'affaires, ventes, achats et régie de propriétés rurales et d'immeubles en ville, liquidations, comptabilités et autres opérations qui s'y rattachent. Bureaux: 11, Rue Petitot.

9. janvier. En conformité de procès-verbaux émanant du conseil d'administration de la société anonyme **Société des Bains du Rhône**, ayant son siège à **Genève** (voir F. o. s. du c. de 1883, page 836), l'assemblée générale des actionnaires, réunie le 24 décembre dernier, a appelé aux fonctions d'administrateur de cette société le sieur **Gustave A. H. Heller**, propriétaire, domicilié à **Plainpalais**. Ce dernier a remplacé en cette qualité le sieur **G. Held**, décédé, et remplira spécialement les fonctions d'administrateur délégué chargé de la direction générale de l'administration.

11. janvier. Le chef de la maison **Aug. Favre**, à **Chêne-Bougeries**, est **Charles Auguste Favre**, de **Founex** (**Vaud**), domicilié à **Chêne-Bougeries**. Genre de commerce: Fabrication de pâtes alimentaires.

11. janvier. La raison **M. Sulger** (commerce de chaussures), à **Genève** (F. o. s. du c. de 1883, page 972), cesse d'exister dès ce jour ensuite de renonciation de la titulaire.

12. janvier. Le chef de la maison **L^e Zender**, à **Bellevue**, commencée le 1^{er} janvier 1886, est **Louis Charles Marc Zender**, de **Romanet** (**Vaud**), domicilié à **Bellevue**. Genre d'affaires: Entreprise de voitures. Le titulaire reprend la suite des affaires de la maison „**Lucien Baatar**“, à **Bellevue** (F. o. s. du c. de 1883, page 863), radiée pour cause de renonciation.

12. janvier. Le chef de la maison **Sam^l Hirsch, Agence Internationale d'Annonces & de Publicité**, à **Genève**, commencée le 1^{er} janvier 1886, est **Samuel Hirsch**, de **Milwaukee** (**Etats-Unis**), domicilié à **Genève**. Genre d'affaires: Annonces et publicité pour tous journaux suisses et de l'étranger. Bureaux: 1, Rue du Rhône. Il n'est rien changé jusqu'à nouvel ordre aux fonctions que le sieur **Samuel Hirsch**, sus-dénonné, exerce comme fondé de procuration de la maison de banque **James T. Bates & C^o**, à **Genève** (inscrite F. o. s. du c. de 1883, page 204).

Rückzug der alten Banknoten.

Wir bringen hiermit neuerdings zur allgemeinen Kenntniß, daß der Bundesrath den Termin zur Einföhrung der noch ausstehenden alten Banknoten durch die Emissionsbanken auf den **1. Februar 1886** festgesetzt hat. Nach Ablauf dieses Termins werden die alten Noten nur noch durch die eidgenössische Staatskasse nach Maßgabe des Regulativs vom 13. Oktober 1885 eingelöst.

Bern, den 7. Januar 1886.

Eidg. Finanzdepartement.

Retrait des anciens billets de banque.

Nous portons de nouveau à la connaissance du public que le conseil fédéral a fixé au **1^{er} février 1886** le terme jusqu'auquel les banques d'émission rembourseront les anciens billets de banque non rentrés.

A l'expiration de ce délai, les anciens billets ne seront plus remboursés que par la caisse fédérale, conformément au règlement du 13 octobre 1885.

Berne, le 7 janvier 1886.

Département fédéral des finances.

Tarifscheide des eidg. Zolldepartements im Monat Dezember 1885.

Tarif-Nummer

- 9 Gumbold'sche Putzpasta; Süßholzsaft, parfümirt, z. B. mit Anis, Pfeffermünz etc.
- 9^a Ameisenäther; Fruchtäther; Süßholzsaft, nicht parfümirt. In den Tarifscheiden pro Oktober ist «Süßholzsaft in Fässern, Kisten etc.» zu streichen.
- 11/12 Süßholzsaft mit Heilpreisung. In den Anmerkungen der I. Serie ist «Fruchtäther» zu streichen (s. ad Nr. 9^a).
- 16 Chlorkalk in Paketen.
- 39 Sog. Standöl.
- 64 Oelfässer, gebraucht.
- 91 Buchhandlungskataloge jeder Art.
- 105 Eisenbahnsignalscheiben aus Eisen und Gußeisen.
- 120 Rohstahl in gewalzten Stangen von höchstens 35 cm Länge.
- 121/122 Rohstahl in gewalzten Stangen von mehr als 35 cm Länge.
- 132 Baum- und Hagscheeren; Hackmesser.
- 134 Putzstöcke für Handfeuerwaffen, unfertige, polirt.
- 194 In den Tarifscheiden pro Oktober ist «Süßholzsaft, parfümirt» zu streichen.
- 219 Schotenpfeffer (Paprika).
- 237 Tabaksauce.
- 270 Oleographien.
- 271 In den Anmerkungen III. Serie ist nach «Geschäftskataloge, illustrirte» einzuschalten: «ausgenommen die Buchhandlungskataloge» (s. ad Nr. 91).
- 287^a Dimitys (façonirte Baumwollgewebe).
- 325 Kunstwolle, gefärbt.
- 358^a Jute-Teppiche mit angenähten Fransen.
- 404 Backsteine, säurefeste.
- 405 In der II. Serie der Anmerkungen ist zu streichen: «Backsteine, säurefeste».

Décisions sur l'application du tarif

prises par le département fédéral des péages en décembre 1885.

Numéro du tarif.

- 9 Jus de réglisse parfümé, à l'anis; à la menthe, etc.; pâte à polir de Gumboldt.
- 9^a Ether formique; éther à odeur de fruits; jus de réglisse non parfümé. — Biffer dans les décisions d'octobre 1885: «Jus de réglisse en tonneaux, en caisses, etc.».
- 11/12 Jus de réglisse avec réclame lui attribuant des propriétés médicales. — Biffer dans la 1^{re} série des annotations les mots: «éther de fruits» (voir n^o 9^a ci-dessus).
- 16 Chlorure de chaux en paquets.
- 39 Huile de lin rendue siccative par une exposition prolongée au soleil (Standöl).
- 64 Tonneaux à huile, usagés.
- 91 Catalogues de librairie de tout genre.
- 105 Disques de signaux de chemins de fer en fer et fonte de fer.
- 120 Acier brut en barres laminées longues de 35 cm au plus.
- 121/122 Acier brut en barres laminées longues de plus de 35 cm.
- 132 Couteaux à hacher; sécateurs.
- 134 Baguettes de fusil polies, mais dont les deux extrémités ne sont pas finies.
- 194 Biffer dans les décisions d'octobre: «Jus de réglisse parfümé».
- 219 Poivre de Turquie (Paprika).
- 237 Sauce pour le tabac.
- 270 Oleographies.
- 271 Ajouter dans les annotations de la III^e série après: «Catalogues de commerce illustrés» les mots: «excepté les catalogues de librairie» (voir ci-dessus n^o 91).
- 287^a Dimitys (tissus de coton façonnés).
- 325 Laine artificielle teinte.
- 358^a Tapis de jute avec franges cousues.
- 404 Briques résistant aux acides.
- 405 Biffer dans la II^e série des annotations: «Briques résistant aux acides».

Aus den Bundesrathsverhandlungen vom 12. Januar 1886.

Fremde Konsulate in der Schweiz. Dem zum k. und k. österreichisch-ungarischen Generalkonsul in Zürich ernannten Herrn Hof- und Ministerialrath Ludwig Przißram wird das eidgenössische Exequatur ertheilt.

Eisenbahnen. Die Konzessionsgebühr der Zürich-Zug-Luzern-Bahn ist pro 1885 auf Fr. 200 per Kilometer, im Ganzen auf 13,400 Fr. angesetzt worden.

Extrait des délibérations du conseil fédéral du 12 janvier 1886.

Consulats étrangers en Suisse. L'exequatur est accordé à M. Louis Przißram, conseiller de cour et conseiller ministériel, nommé consul général i. et r. d'Autriche-Hongrie à Zurich.

Chemins de fer. La finance de concession de la ligne Zurich-Zoug-Lucerne est fixée, pour 1885, à 200 fr. per km, soit à 13,400 fr. en total.

Publication de l'administration des postes suisses.

Il résulte de la plainte d'une administration postale étrangère qu'il arrive fréquemment que des offices de poste suisses (surtout ceux qui se trouvent dans les contrées où l'industrie de l'horlogerie et de la bijouterie s'exerce) donnent cours à des envois de la poste aux lettres recommandées, avec ou sans déclaration de valeur, à destination de l'étranger, dont le contenu consiste en matières d'or et d'argent ou en pierres précieuses. Cette plainte porte spécialement sur des envois à destination de la Turquie (pays dans lequel l'importation de ces objets par la poste aux lettres est le plus sévèrement interdite).

Il est absolument interdit d'expédier, par la poste aux lettres, des lettres ou des paquets qui renferment des matières d'or ou d'argent, des pièces de monnaie, des bijoux ou des objets précieux, ainsi que des envois de toute nature qui contiennent des objets passibles des droits de douane.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Trafic commercial entre la Suisse et la France. A peu près en même temps que la seconde partie de la statistique allemande pour 1884, paraissait le «Tableau général du commerce de la France pendant l'année 1884», publication qui nous est parvenue les derniers jours de l'année écoulée. Si ces deux documents reposaient sur des principes uniformes, il serait possible d'en tirer toute une série de comparaisons très précieuses. Malheureusement, on rencontre page après page des différences importantes qui montrent que, pour éviter de fausses déductions, il convient de mettre une sage mesure dans les rapprochements.

La statistique française divise le commerce de ce pays en «commerce général» et en «commerce spécial».

Le commerce général comprend: a. A l'importation en France: toutes les marchandises sans exception (y compris celles en transit, les admissions temporaires, etc.), qui entrent dans le pays. b. A l'exportation de France: toutes les marchandises sans exception (y compris celles en transit, etc.), qui sortent du pays.

S'il était possible de séparer du commerce général ce qui concerne le transit direct et les admissions temporaires, on obtiendrait des résultats analogues à ceux fournis par le «commerce extérieur annuel» de l'Allemagne. Les moyens de faire cette distinction ne se trouvent toutefois pas dans la statistique française.

Le commerce spécial comprend: a. A l'importation en France: toutes les marchandises exemptes de droits (à l'exception de celles en transit) et toutes les marchandises soumises aux droits. b. A l'exportation de France: les marchandises d'origine nationale et celles d'origine étrangère qui sont réexportées après avoir été nationalisées par le paiement des droits ou qui sont exemptes de droits d'entrée.

De même que le «commerce particulier» de la statistique allemande, le «commerce spécial» français doit représenter approximativement la consommation et la production nationales de la France.

Comme pays de provenance, la statistique française admet le pays dont la marchandise importée est originaire (pour autant que cela peut être établi); et, comme pays de destination, celui dans lequel la marchandise doit s'arrêter en dernier lieu. Les données de la statistique française sont donc basées, dans la mesure du possible, sur l'indication des pays de provenance et de destination réels; la statistique allemande, au contraire, admet comme pays de provenance ou de destination ceux d'où la marchandise vient ou ceux où la marchandise va par un transport direct. Ensuite de ces explications, nous donnons ici la valeur du trafic commercial franco-suisse durant les années 1880 à 1884, d'après les chiffres du commerce spécial de la statistique française. Les quantités en poids ne peuvent être indiquées, la statistique française ne mentionnant pas les poids pour certaines catégories de marchandises. A titre de comparaison, nous joignons les sommes correspondantes du trafic suisse-allemand, d'après la statistique allemande.

| | Exportation suisse | Importation suisse | Exportation suisse | Importation suisse |
|------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|---------------------------------|
| | en France | de France | dans le territoire douanier allemand | du territoire douanier allemand |
| | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. |
| 1880 | 114'063,097 | 220'379,414 | 178'282,500 | 219'518,750 |
| 1881 | 125'471,142 | 243'027,063 | 195'818,750 | 224'848,750 |
| 1882 | 120'362,910 | 249'023,614 | 221'771,250 | 231'990,000 |
| 1883 | 123'168,162 | 229'190,593 | 228'778,750 | 228'207,500 |
| 1884 | 116'458,448 | 218'394,009 | 193'248,750 | 239'441,250 |

Après déduction des métaux précieux, il reste:

| | Exportation suisse | Importation suisse | Exportation suisse | Importation suisse |
|------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|---------------------------------|
| | en France | de France | dans le territoire douanier allemand | du territoire douanier allemand |
| | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. |
| 1880 | 102'444,038 | 185'589,573 | 175'542,500 | 210'583,750 |
| 1881 | 114'705,556 | 204'773,270 | 193'631,250 | 211'542,500 |
| 1882 | 111'593,485 | 199'441,301 | 219'060,000 | 217'231,250 |
| 1883 | 116'717,905 | 206'271,502 | 224'117,500 | 215'321,250 |
| 1884 | 102'468,277 | 200'932,218 | 189'541,250 | 228'871,250 |

Ainsi qu'il résulte des chiffres ci-dessus, l'année 1884 se signale par une diminution de l'exportation suisse tant à destination de la France que de l'Allemagne. En ce qui concerne ce dernier pays, nous avons déjà donné une courte explication de ce phénomène dans le n^o 2 de cette feuille. Pour la France, ce sont malheureusement nos propres produits qui ont la plus grande part dans les diminutions que nous constatons à l'exportation; tandis que pour l'Allemagne, le principal article frappé par cette diminution est un objet du commerce intermédiaire (la soie non-teinte). Au nombre des marchandises dont l'exportation a baissé en 1884, nous mentionnons:

| | Exportation 1884 Fr. | Exportation 1883 Fr. | Diminution Fr. |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------|
| Bois commun | 10'489,134 | 14'233,914 | 3'744,780 |
| Bijouterie d'or et d'argent | 3'009,797 | 4'358,567 | 1'348,770 |
| Fromage | 13'586,985 | 14'890,929 | 1'303,944 |
| Peaux brutes | 4'106,039 | 4'752,886 | 646,847 |
| Tissus, rubanerie et passementerie de coton | 10'756,036 | 11'339,882 | 583,846 |
| Ouvrages en bois | 1'232,094 | 1'676,130 | 444,036 |
| Horlogerie | 4'540,525 | 4'922,837 | 382,312 |
| Ouvrages en métal (machines non comprises) | 357,736 | 502,072 | 144,336 |
| Eaux-de-vie et liqueurs | 186,886 | 316,275 | 129,389 |
| Bitumes | 588,396 | 692,582 | 104,186 |
| Céréales et farines | 313,184 | 412,891 | 99,707 |
| Chevaux | 312,000 | 411,450 | 99,450 |
| Vins | 1'696,212 | 1'739,304 | 43,092 |
| Fruits de table | 290,277 | 322,258 | 31,981 |

Si et dans quelles mesures ces résultats peuvent avoir été influencés par une modification dans la fixation des valeurs pour 1884 et 1883, c'est ce que nous ne saurions constater, les matériaux nécessaires à ce travail ne nous étant pas encore parvenus. Néanmoins les indications dont nous disposons prouvent qu'il y a aussi eu une baisse sur la quantité de tous les articles, les ouvrages de métal exceptés.

Il n'est que juste de répandre un peu de lumière sur ces ombres épaisses; c'est ce que nous allons faire en citant quelques articles dont l'exportation a augmenté en 1884:

| | Exportation 1884 Fr. | Exportation 1883 Fr. | Augmentation Fr. |
|---|----------------------------|----------------------------|---------------------|
| Bétail | 5'238,840 | 3'464,289 | 1'774,551 |
| Tissus, rubanerie et passementerie de soie et de filsoie | 15'658,659 | 14'530,182 | 1'128,477 |
| Machines et appareils | 2'984,971 | 2'735,010 | 249,961 |
| Filés de tous genres | 6'510,104 | 6'275,464 | 234,640 |
| Couleurs dérivées du goudron de houille | 1'697,010 | 1'471,707 | 225,303 |
| Légumineux et farine de légumineux | 793,835 | 656,706 | 137,129 |
| Vêtements et lingerie confectionné | 317,835 | 186,592 | 131,243 |
| Lait condensé additionné de sucre | 235,556 | 185,402 | 50,154 |
| Ouvrages de caoutchouc et de gutta- percha | 114,070 | 83,717 | 30,353 |

Sans doute, nous aurions une grande satisfaction à pouvoir indiquer les causes des oscillations subies par le trafic avec la France, en particulier celles de la différence considérable que nous constatons dans les exportations des années 1884 et 1883.

S'il s'agissait de l'Allemagne il n'y aurait pas d'embarras à répondre — et ce serait presque être coupable, penserait-on, que de ne pas attribuer cette diminution de l'influence néfaste de la protection douanière. A l'égard de la France, il faut d'autres explications, on doit donc admettre que l'atonie extraordinaire des affaires en France a également fait ressentir ses effets en Suisse. Si réellement il en est ainsi, nous serions en présence du fait intéressant que, dans certaines circonstances, un pays avec une forte protection douanière peut être, d'une manière passagère, un meilleur client qu'un pays offrant des conditions douanières plus favorables. Naturellement pour que cette appréciation soit exacte, il faut sousentendre que le trafic avec les deux pays a donné des avantages relativement égaux.

Dans le n° 2 de cette feuille, nous avons montré que des quantités importantes de soie (il eût fallu dire: soie non teinte), étaient comprises dans l'exportation de Suisse en Allemagne. Cette soie non teinte est vraisemblablement un article exclusif du commerce intermédiaire, qui, dans ces conditions, est sans importance lorsqu'il s'agit de déterminer les gains de l'industrie, de l'agriculture et des métiers.

Beaucoup d'autres articles relèvent de même du commerce intermédiaire; nommons seulement les suivants: coton écri, pétrole, café, cacao, blés, bois de teinture, fruits du midi. Ils jouent un rôle très différent dans la statistique des deux pays dans nous occupons; pour permettre d'apprécier cette différence, nous citons ici les sommes pour lesquelles ces articles figurent dans les statistiques française et allemande:

| | Exportation suisse | |
|-------------------------------|-----------------------------------|---|
| | en France 1884 | dans le territoire douanier allemand 1884 |
| Soie, non teinte | Commerce spécial Fr. 6'133,200 | Commerce particulier Fr. 58'876,250 |
| Filsoie, non teinte | » 1'864,130 | » 17'212,000 |
| Coton, écri | » 114,521 | » 3'351,885 |
| Café, brut | — | » 252,587 |
| Pétrole | — | » 99,469 |
| Cacao en fèves | — | » 305,787 |
| Orge | — | » 227,194 |
| Froment | — | » 180,538 |
| Total | Fr. 8'111,851 | Fr. 80'505,810 |

En déduisant ces sommes de celles de l'exportation totale, il reste en 1884:

| | |
|--|----------------|
| pour la France | Fr. 94'356,426 |
| » l'Allemagne (territoire douanier allemand) | » 109'035,440 |

On pourrait poursuivre encore ces éliminations d'objets du commerce intermédiaire et améliorer davantage la situation en faveur des exportations suisses en France; nous y renonçons cependant, dans la pensée que les sommes ainsi trouvées seraient approximativement compensées par la valeur des marchandises suisses vendues à Hambourg et à Brême, deux villes qui, on le sait, ne font pas partie du territoire douanier allemand et dont le commerce avec la Suisse ne figure pas dans la statistique allemande.

Nous espérons avoir démontré qu'en temps ordinaires, la France et l'Allemagne sont à peu près d'égalité les bons clients de la production suisse, et qu'après avoir élargi l'enveloppe, le fruit est pour tous deux sensiblement le même. Mais de quel côté sont les chances d'avenir? Selon nous indubitablement du côté de la France; le commerce et la consommation de ce pays ne manqueront pas de se relever tôt ou tard, tandis que la flèche de l'activité suisse rebondira de plus en plus sur la cuirasse du protectionnisme allemand.

Ausstellungen. Die Genfer Ausstellung soll, wenn sie überhaupt zu Stande kommt, erst im Jahre 1888 stattfinden. — Der deutsche Centralverein für Handelsgeographie will im Mai 1886 eine Ausstellung von süd-amerikanischen, besonders brasilianischen, Produkten veranstalten. — In Karlsruhe ist beschlossen worden, auf den September eine allgemeine Ausstellung von Erzeugnissen der Handwerkstechnik, von Kleinmotoren und Haushaltungsmaschinen zu organisieren.

Expositions. L'exposition de Genève est renvoyée à 1888; elle ne sera définitivement décidée que lorsque le comité d'initiative aura pu réunir les moyens de l'exécuter. — Le comité central de la société allemande de géographie commerciale se propose d'organiser, en mai 1886, une exposition de produits américains, spécialement de ceux du Brésil. — Une exposition générale de produits des arts et métiers, de petits moteurs et de machines servant dans l'industrie domestique est décidée à Carlsruhe; elle aura lieu en septembre prochain.

Gewerblicher Unterricht. Die Bürgergemeinde Solothurn hat den Beitrag an die dortige Uhrenmacherschule von 200 Fr. auf 1000 Fr. erhöht.

Enseignement professionnel. La commune bourgeoise de Soleure a élevé de 200 fr. à 1000 fr. le subside qu'elle accorde à l'école horlogère de cette ville.

Schweizerische Erfindungen. Die Firma Diem & Oberhänsly in Herisau, Inhaberin der einzigen in der Schweiz bestehenden Buntpapierfabrik, hat ein waschbares Zeichnungspapier erfunden, von welchem sich Bleistift-, Kreide-, Tusch- und Wasserfarbzeichnungen mittelst eines feuchten Schwammes mit Leichtigkeit abwaschen lassen.

Invention suisse. La maison Diem & Oberhänsly, à Herisau, propriétaire de l'unique fabrique de papiers de couleur existant en Suisse, a découvert un papier à dessin susceptible d'être lavé. Au moyen d'une éponge humectée on enlève facilement les dessins au crayon, à la craie et à l'encre de Chine, ainsi que les aquarelles faites sur ce papier.

Handelspolitisches, Handelsverträge, Handelsgesetzgebung. Man hat in Europa die Bewegungen des nordamerikanischen Exporthandels schon lange mit Argusaugen bewacht und gewiß aus gutem Grunde: den Ländern mit Getreidebau kommt der amerikanische Getreide-Export ungelogen, Länder mit Viehzucht sichern sich durch künstliche Dämme gegen Ueberschwemmungen mit amerikanischen Vieh- und Fleischüberschüssen, Industriestaaten empfinden es als einen Angriff auf ihr Lebensmark, wenn ihren Produkten irgendwo auf der östlichen Hemisphäre ein amerikanischer Konkurrent begegnet.

Und doch findet man es andererseits natürlich, daß der Amerikaner, um kaufen zu können, auch verkaufen muß. Aber er soll, nach den Wünschen des Europäers, nur zu Hause verkaufen, dort bietet ihm ja ein außerordentliches Wachstum der Bevölkerung Gelegenheit genug zu allem möglichen Verschleiß.

So sonderbar sich diese Theorie im Munde des Kaufmanns ausnimmt, so selbstverständlich hat sie dem amerikanischen Industriellen und Kaufmann selbst geschienen, so lange er kein Bedürfnis empfand, seinen Verkaufs-Rayon über die Küsten seines Erdtheils hinaus zu erweitern. Das Bedürfnis kam, aber — sagt ein uns vorliegender Bericht — nur unter ausnahmsweisen Verhältnissen, nach deren Verschwinden auch das Bedürfnis schwindet. «Nicht daß der Export jemals ganz aufhören werde, aber er wird sich in absehbarer Zeit bzw. so lange, als man in Amerika theurer und nicht besser fabrizirt als in Europa, nur in engen Grenzen bewegen.»

Der Bericht, dem wir diese summarische Prophezeiung entnehmen, ist von jener Kommission erstattet worden, welche letztes Jahr von der Ver. Staaten-Regierung nach Central- und Südamerika abgeordnet wurde, um daselbst Absatzquellen für die Produkte der Ver. Staaten ausfindig zu machen. Er ist auszugsweise im «Deutschen Handelsarchiv» reproduziert und wir lassen aus demselben die bemerkenswerthe Stellen folgen:

Es wird zunächst gesagt, in den letzten zwei Jahrzehnten sei die Thätigkeit der Bevölkerung der Vereinigten Staaten auf wirtschaftlichem Gebiete so sehr durch den Ausbau der inländischen Wirtschaftsorganisation in Anspruch genommen worden, daß die Entwicklung des auswärtigen Handels dadurch in Rückstand gerathen sei. Die Ansiedelung und die Urbarmachung der weiten Gebiete in den westlichen Staaten, der Ausbau des großartigen Eisenbahnnetzes und die Errichtung der inländischen Industrieanstalten hätten sowohl alles verfügbare Kapital, als auch alle vorhandenen Arbeitskräfte bis vor Kurzem so sehr in Anspruch genommen, daß zu einem erfolgreichen Vorgehen behufs Erwerbung ausländischer Absatzmärkte keine Kräfte frei blieben. Die scheinbare Ausnahme von vorstehendem Satze, die große Entwicklung des amerikanischen Getreideexports, bestätige denselben in Wirklichkeit. Dieser Export sei durch das Vorhandensein dreier Faktoren bedingt worden: 1) eines gewaltigen Ueberschusses der Produktion über den inländischen Bedarf, 2) einer großen Nachfrage in den Absatzländern, 3) reichlicher und regelmäßiger Transportverbindung mit letzteren. In Bezug auf die industrielle Produktion aber hätten diese drei Faktoren den Vereinigten Staaten bislang gefehlt.

„Bis vor Kurzem hat der industrielle Produzent in den Vereinigten Staaten nicht einmal das Bedürfnis empfunden, für seine Produkte einen Absatzmarkt außerhalb der Grenze seines weiten Heimatlandes zu suchen. So lange die Geschäfte gut gingen, hat die heimische Industrie genügenden und lohnenden Absatz im Inlande gefunden und kein erheblicher Ueberschuß der Produktion über den Konsum hat zu einer Durchbrechung der Grenzen des einheimischen Verkehrs gedrängt. Ein bekannter Besitzer großer Schiffswerften in New-York sagte vor der Kommission aus: „Unsere Fabrikanten verstehen nicht die Nothwendigkeit eines ausländischen Marktes und sie bedürfen eines solchen auch gar nicht so sehr, als die Leute glauben; sie haben alle Hände voll zu thun mit dem inländischen Markte.“

„Für keine Thatsache finden sich in den vor der Kommission gemachten Aussagen zahlreichere Beweise, als dafür, daß der nordamerikanische Industrielle im Allgemeinen ohne Verständnis, ja mit innerer Unlust den Erfordernissen eines internationalen Handelsverkehrs gegenübersteht; derselbe erscheint im Bilde seiner eigenen Aussagen durch die bisherigen Aussichten auf einen raschen Gewinn im Inlande zu verhöhnt, um sich zu bemühen, den Anforderungen eines ausländischen Marktes sich anzubehalten, welcher ihm in der Herrichtung und in dem Geschmack seiner Fabrikate fremdartige Bedingungen auferlegen würde. „Der amerikanische Fabrikant“, sagt ein Zeuge, „erhebt nicht den Anspruch — does not pretend —, für den Geschmack des Auslandes zu arbeiten.“

„Ein vor der Kommission vernommener Vertreter eines Hauses für den Export nach Südamerika sagte unter Anderem aus: „Nur in Zeiten großer Stockung, wie wir sie seit 4 bis 5 Jahren in Folge von Ueberproduktion hatten, beginnen die hiesigen Fabrikanten nach ausländischen Absatzmärkten zu suchen. Sobald sie ihre Preise auf den Stand der englischen, französischen und deutschen Preise senken ließen, fänden ihre Waaren einen Markt. Sobald aber das Geschäft sich hier wieder belebte, ging dieser Handel wieder verloren, weil die einheimische Konsumtion das gesammte Produkt abnahm.“

„Das Bestreben, für die Industrie der Ver. Staaten Absatzmärkte im spanischen Amerika zu eröffnen, dürfte einen entscheidenden Erfolg, wenigstens in der nächsten Zukunft, schwerlich erreichen. Aus der angestellten Enquete ergibt sich, daß der

wesentliche Grund für die geringe Entwicklung des nordamerikanischen industriellen Exportes, neben welchem alle anderen Gründe als Nebenursache erscheinen, in der rechnungsmässigen Unfähigkeit der heimischen Industrie, mit den europäischen Erzeugnissen auf einem auswärtigen Markte zu konkurrieren, zu suchen ist. Die durch die Höhe des Arbeitslohnes bedingte Höhe der dortigen Produktionskosten würde eine für den europäischen Export bedrohliche Konkurrenz der Industrie der Ver. Staaten auf ausländischen Märkten auch dann ausschließen, wenn sämtliche vor der Kommission zur Sprache gebrachten Wünsche zur Hebung des Ausfuhrhandels mit einem Schlage verwirklicht werden könnten. Aus den vor der Kommission gemachten Aussagen ergibt sich, daß durchschnittlich 80% von Werthe der Fabrikate in Arbeitslöhnen bestehen, und daß die hiesigen Löhne 60 bis 90% höher stehen als in Europa. Ein bereits oben zitiertes Zeugnis äußert vor der Kommission: „Wie könnt Ihr hoffen, mit Europa auf einem auswärtigen Markte zu konkurrieren, wenn Ihr es auf Eurem eigenen Markte nicht könnt?“ Trotz der hohen Zölle seien im Jahre 1885 für 26,33 Millionen Dollars Baumwollwaren, für 44,33 Millionen Dollars Wollenwaren und für 40,73 Millionen Dollars Stahl- und Eisenwaren aus Europa nach den Ver. Staaten eingeführt worden.

Die Ausfuhr der Ver. Staaten nach dem spanischen Amerika hat einen bedeutenden Umfang nur in Rohprodukten und in geringerem Grade in denjenigen Spezialitäten gewonnen, in welchen die Industrie der Ver. Staaten, wie namentlich in landwirtschaftlichen Werkzeugen und Maschinen, einen technischen Vorsprung vor den europäischen Produkten erworben hat.

Der Werth der industriellen Fabrikation in den Vereinigten Staaten betrug nach amtlichen Angaben im Jahre 1880, dem letzten Censusjahr, 5,369,519,191 Dollars; nach den Angaben der „Industrial League“ beträgt dieser Werth gegenwärtig 8 Milliarden Dollars. Der Export an industriellen Fabrikaten beträgt durchschnittlich jährlich 111 Millionen Dollars; hiernach finden, nach den Angaben des Censusjahres berechnet, nur 2% der Industrieerzeugnisse einen Absatz im Auslande. Von der Gesamtausfuhr der Vereinigten Staaten gehen etwa 7% nach dem spanischen Amerika; da in dieser letzteren Ziffer auch die Ausfuhr an Rohprodukten mitbegriffen ist und der Export an industriellen Produkten überhaupt nur 2% der Produktion beträgt, so ergibt sich, wie gering die Rolle ist, welche die Ausfuhr an Fabrikaten nach dem spanischen Amerika im Verhältnis zur Industrieerzeugung der Ver. Staaten spielt.

Aus den von dem Sekretär der Kommission zusammengestellten statistischen Daten ergibt sich, daß der Gesamtmarkt Mittel- und Südamerikas (Ein- und Ausfuhr) 675 Millionen Dollars beträgt, welche sich wie folgt vertheilen: Mexiko 55, zentralamerikanische Republiken 24,42, südamerikanische Republiken 348,84, europäische Kolonien 31,33, Kaiserreich Brasilien 215 Millionen Dollars. An diesem Gesamtmarkt sind die Vereinigten Staaten mit 126,52 Mill. Dollars, oder mit weniger als 1/5 theilhaftig. Die Gesamteinfuhr der genannten Länder beträgt 303,51 Millionen Dollars, wovon die Ver. Staaten durchschnittlich 40 Mill. Dollars oder etwa 1/3 liefern. Der Handel mit dem spanischen Amerika weist eine durchschnittliche passive Bilanz zu Ungunsten der Ver. Staaten von 45 Mill. Dollars jährlich auf.

In den zwanzig Jahren von 1865 bis 1884 ergab der Handel der Ver. Staaten mit der Argentinischen Republik, Brasilien, Peru, den Vereinigten Staaten von Columbia, Venezuela, Uruguay und mit Zentralamerika eine passive Bilanz von 765,50 Millionen Dollars zu Ungunsten der ersteren, d. h. Nordamerikas; der einzige Staat, welcher in dem gedachten Zeitraum mehr aus den Ver. Staaten ein- als dahin ausgeführt hat ist Chile, welches den Vereinigten Staaten eine Gesamtbilanz von 21,3 Millionen Dollars zu zahlen hatte.

Der Wunsch, mit den zentral- und südamerikanischen Staaten Reziprozitätsverträge behufs Hebung des Handelsverkehrs abzuschließen, ist im Schooße der Kommission laut geworden, ohne daß jedoch bestimmte und greifbare Vorschläge in dieser Richtung gemacht worden wären; vielmehr haben Experten, welche mit den Verhältnissen des spanischen Amerikas bekannt sind, auf die zur Zeit unüberwindlichen Schwierigkeiten der Verwirklichung solcher Pläne hingewiesen. Noch weniger faßbare Form hat die gleichfalls zu Tage getretene Idee angenommen, die Monroe-Doktrin auf wirtschaftliches Gebiet auszudehnen, und vermittelte Handelsverträge die europäischen Nationen von den Märkten des spanischen Amerikas ausschließen. Soweit eine solche Idee den Vertretern der zentral- und südamerikanischen Regierungen gegenüber zur Sprache gebracht worden ist, scheint sie keinen Anklang gefunden zu haben. Daß ein Abschluß von Handelsverträgen mit jenen Staaten im Sinne der in der Kommission vertretenen Exportinteressen noch lange ein unerfüllbarer Wunsch bleiben wird, erhellt schon aus der einen, von mehreren Zeugen hervorgehobenen Thatsache, daß die Ausfuhr- und Einfuhrzölle jener Staaten fast die einzige Quelle bilden, aus welcher die Bedürfnisse der staatlichen Verwaltung bestritten werden. Vielfach sind die Einnahmen aus den Einfuhrzöllen jener Staaten an englische Gläubiger zur Verzinsung der Staatsschulden verpfändet. In Columbia z. B. sind die Einkünfte der Zollämter dreier Hafenplätze für den Bau zweier Eisenbahnen verpfändet.

Mitglieder der Kommission haben einigen vernommenen Experten die Frage vorgelegt, ob es nicht möglich wäre, in den südamerikanischen Staaten die Einfuhrzölle aufzuheben und den Staatsbedarf in Zukunft durch direkte Besteuerung der Bevölkerung zu decken; sie erhielten aber zur Antwort, daß ein solches Steuersystem bei jenen Völkern auf unüberwindliche Abneigung stoßen würde („they have a decided objection to any taxation that they can see“).

Abgesehen von dieser Schwierigkeit, wäre an den Abschluß von Reziprozitätsverträgen nur zu denken, wenn die Vereinigten Staaten bereit wären, als Gegenleistung die zollfreie Einfuhr der Rohprodukte jener Länder zu gestatten.

In der Kommission ist nicht einmal der Versuch gemacht worden, diese Eventualität ernstlich in's Auge zu fassen. Ein Zeugnis äußert, die Vereinigten Staaten seien nicht im Stande, für die gewünschte zollfreie Zulassung ihrer Fabrikate in Südamerika genügende Gegenleistungen zu bieten.

In einer an die Kommission gerichteten schriftlichen Eingabe wurde ausgeführt, daß in Mexiko auf alle aus den Vereinigten Staaten kommenden Waaren durchschnittlich 80% Zoll erhoben wird, während die Vereinigten Staaten alle zollpflichtigen Waaren durchschnittlich mit 43 1/2% Zoll belegen; der Handel bestehe fast nur aus Waaren, welche hier zollfrei eingingen. Der Generalkonsul der Vereinigten Staaten in Mexiko äußerte hinsichtlich der in der mexikanischen Republik zwischen den Einzelstaaten bestehenden Zwischenzölle (alcabala), welche trotz Beschlusses des mexikanischen Kongresses wegen der herrschenden Finanznoth nicht aufgehoben werden konnten, daß ein Vorschlag gemacht worden sei, die Vereinigten Staaten möchten Mexiko ein Darlehen von 20 Millionen Dollars zur Ablösung dieser Zölle gewähren, wobei dem Handel der Vereinigten Staaten besondere Privilegien ausbedungen werden sollten. Nach Ansicht des genannten Generalkonsuls wäre dieses nächst dem Eisenbahnbau das geeignetste Mittel, um Mexiko zu „amerikanisieren“.

Die Handelskammer von New-Orleans hat der Kommission Vorschläge schriftlich unterbreitet, in welchen beantragt wird: 1) Revision der Handels-, Post- und Auslieferungverträge mit den zentral- und südamerikanischen Staaten, um die Beziehungen der vertragschließenden Mächte intimer zu gestalten; 2) Vereinbarung der Republikanischen Amerikas behufs Abwehr aller europäischen Einriffe auf politischem Gebiete oder in Bezug auf Erlangung exklusiver Transitrechte; 3) Ermuthigung von Kapitalanlagen in jenen Staaten; 4) Abschluß einer Handels-Liga unter den gedachten Staaten zur Sicherung vorstehender Ziele.

Der Mangel nordamerikanischer Handelshäuser in Zentral- und Südamerika wird als ein wesentliches Hinderniß für die Entwicklung des Ausfuhrhandels bezeichnet. In allen Hauptplätzen jener Länder gebe es englische und namentlich deutsche Häuser, welche sich meist in Händen von Personen befinden, welche genau mit der Sprache und den Sitten des Landes vertraut wären und es verständen, die Produkte ihrer Heimatländer dort einzuführen. — Die amerikanischen Industriellen senden, wenn sie das Bedürfniß empfinden, den Ueberschuß ihrer Produkte im Auslande abzusetzen, reisende Agenten nach Südamerika, welche meist die Sprache und Geschäftsgebräuche jener Länder nicht kennen und gänzlich außer Stande sind, lohnende Geschäfte abzuschließen; diese gelegentlichen Versuche endigen meist mit Verlusten, welche den nordamerikanischen Industriellen zu weiteren Unternehmungen in dieser Richtung die Lust benehmen.

Insbesondere befindet sich der auswärtige Handel Mexikos zum großen Theil in deutschen Händen. Der Generalkonsul der Vereinigten Staaten in Mexiko gibt für die Vorherrschaft der Deutschen folgende Gründe an:

Der nach Mexiko zur Niederlassung kommende deutsche Kaufmann ist meist gut vorgebildet und kennt die Sprache des Landes. Sein Unternehmen hat einen Rückhalt an Kapital im Heimathlande; er kommt, nicht um zu spekuliren, sondern in der Erwartung, langsam zu erwerben. Er kann anfängliche Mißgeschicke ertragen und abwarten. Er mischt sich nie in die Politik des Landes und bleibt mit den jeweiligen Regierungen auf gutem Fuße. Er bringt selten durch seinen Gesandten oder Konsul Klagen vor. Durch dieses Verfahren erlangt der Deutsche meist den gehofften Erfolg. Alle nordamerikanischen Unternehmungen dagegen, die begannen wurden, traten als Versuche auf, um rasch in Trödlermanier gewisse Waaren oder Spezialitäten dort abzu-

setzen. Nie ist ein Versuch gemacht worden, ein amerikanisches Haus in Mexiko lebend zu begründen.

„Uebersaus zahlreich sind die über die Unfähigkeit und Unlust der amerikanischen Fabrikanten vorgebrachten Klagen, den lokalen Bedürfnissen, dem Geschmacke und den Gewohnheiten der spanisch-amerikanischen Nation Rechnung zu tragen.“

Die große Masse der Bevölkerung jener Länder wechselt äußerst langsam die Mode ihrer Kleidung in Farbe und Zeichnung der Muster. Die seit Generationen gewohnten Muster müssen immer wieder geliefert werden, und schon eine geringe Aenderung der gewohnten Handelsmarke kann eine bis dahin gangbare Waare dort unerkäuflich machen. Die amerikanischen Industriellen nehmen für den inländischen Markt einen fortwährenden Wechsel der Muster vor und weigern sich, bei Nachbestellungen für Südamerika ältere Muster, die sie bereits außer Gebrauch gesetzt haben, anzufertigen. Englische und französische Fabrikanten fabriciren für den südamerikanischen Markt eigens dafür bestimmte Muster, und in Manchester werden die alten Muster seit 20 Jahren nach Nummern geordnet aufbewahrt und bei Bestellungen verwandt; in Amerika aber werden die Walzen zum Drucke der Muster meist gleich, nachdem eine neue Mode eingeführt worden, zerstört. Auch weigern sich die hiesigen Industriellen, von einem bestellten Muster weniger als 500 Stück zu liefern, während der Engländer jede gewünschte Quantität anfertigt und eine Lieferung von 500 Stück mit 10 verschiedenen Mustern übernimmt; der Amerikaner weigert sich, in einen Ballen bedruckter Baumwollgewebe von 500 Stück mehr als vier verschiedene Muster zu verpacken. Die hiesigen Kommissionshäuser für den Export nach Südamerika klagen über die Fabrikanten der Vereinigten Staaten: „They always know better than you what you want.“

Eine zweite gegen die hiesigen Exporteure vorgebrachte Klage bezieht sich auf die ungenügenden, den lokalen Verhältnissen nicht angepaßte Verpackung der Waaren. Um Waaren in das Innere Südamerikas versenden zu können, müssen dieselben in Packen von je 100 bis 125 Pfund geliefert werden, so daß sie entweder von einem dortigen Lasträger oder auf Maulthieren, zu beiden Seiten des Sattels befestigt, in das Innere des Landes befördert werden können. Da die hiesigen Exporteure nicht, wie die europäischen es thun, auf diese Bedingungen Rücksicht nehmen, so müssen die Waaren an den Hafenplätzen Südamerikas umgepackt werden, was unnütze Mehrkosten verursacht. Auch wird darüber geklagt, daß die Kisten, welche zur Versendung hiesiger Waaren benutzt werden, nicht so gut Stand halten wie die englischen und französischen Kisten, welche aus zähem, aber an Gewicht leichtem Holz gefertigt und mit Eisenreifen befestigt sind. Die amerikanischen Kisten werden aus sehr schwerem Holz gefertigt, woraus bei der im spanischen Amerika üblichen Verzollung nach dem Bruttogewicht eine weitere Vertheuerung hiesiger Waaren entsteht. Ein Zeugnis berechnet den Vorsprung, welchen englische und französische Waaren durch das leichtere Gewicht der Verpackung vor den hiesigen Ausfuhrwaaren genießen, auf 15 bis 20% an jedem Frachtbrief. Vor der Kommission wurde die Äußerung gethan, daß die englischen und französischen Exporteure die Verpackung zu einer Kunst entwickelt hätten, daß aber der Kaufmann der Vereinigten Staaten die Wichtigkeit dieser Bedingung noch nicht erkannt habe.

Gegenwärtig werden fast alle Exporte von den Vereinigten Staaten nach dem spanischen Amerika durch Wechsel auf London bezahlt, und englische Häuser haben fast das ganze dortige Bankgeschäft in Händen. Die englischen, sowie auch deutsche und französische Banken in Südamerika üben einen sehr bedeutenden Einfluß auf den Handel, theils durch finanzielle Dienste, die sie den Regierungen erweisen, theils indem sie den Pflanzern Darlehen auf die noch stehende Ernte gewähren.

Der amerikanische Exporteur läßt sich nicht bereit finden, dem Kommissionshause im spanischen Amerika den langen Kredit zu gewähren, welchen dieses nach der lokalen Gewohnheit beansprucht und welcher seitens der englischen und deutschen Exporteure stets gewährt wird. Da die dortigen Kommissionshäuser aus den Hafenplätzen die Waaren mit langsamen Transportmitteln in das Innere des Landes an Detailhändler senden, diese letzteren aber von ihren Abnehmern meist erst nach der Ernte in Rohprodukten Bezahlung erhalten, welche sie wiederum zum Verkauf nach der Küste senden müssen, ehe das Kommissionshaus den Erlös der Waaren baar erhalten kann, so sind lange Kredite zur Abwicklung der Geschäfte mit jenen Ländern unumgänglich.

Die Exporteure der Vereinigten Staaten betreiben ihr Geschäft meist mit zu wenig Kapital und sind zu sehr an das System des „schnellen Umsatzes bei kleinem Nutzen“ gewöhnt, um dem Kreditbedürfniß jener Länder Rechnung tragen zu können. Die ungenügende Kreditgewährung wird als wesentliches Hinderniß für die Entwicklung des Ausfuhrhandels nach dem spanischen Amerika bezeichnet.

Die Ministerien von Oesterreich und Ungarn sollen sich geeinigt haben, den Kammern die Gleichstellung der Agrarzölle mit denjenigen des deutschen Reiches vorzuschlagen.

Die rumänisch-russische Handelskonvention ist am 2. November 1885 gekündigt worden.

Im März d. J. wird in Rom eine internationale Konferenz von Delegirten der Union zum Schutze des gewerblichen Eigenthums stattfinden, um die bisherigen Erfahrungen und die wünschbaren Neuerungen zu besprechen. Die Schweiz wird ebenfalls vertreten sein.

Daß die Schutzzollpolitik zur Ueberproduktion führt, findet neuerdings Bestätigung in folgender Stelle der bei Eröffnung des preußischen Landtages gehaltenen Thronrede:

„Auf dem Gebiete der industriellen Thätigkeit macht sich in einzelnen Betriebszweigen eine Stöckung des Absatzes bemerkbar. Diese Erscheinung läßt sich auf eine durch die bisherigen günstigen Erfolge der gewerblichen Arbeit angeregte Steigerung der Betriebsamkeit und auf den Wunsch zurückführen, dem deutschen Fabrikat im Wettbewerb mit den konkurrierenden Industriestaaten den Vorsprung zu sichern. Eine Abhilfe hiergegen liegt außerhalb des Bereichs unserer Gesetzgebung. Nur die Zurückführung unserer Produktion auf das Maß des Bedürfnisses wird die ungunstigen wirtschaftlichen Folgen fernhalten vermögen, welche eine Anhäufung nicht absatzfähiger Erzeugnisse nach sich zieht.“

Nach derselben Thronrede ist das preußische Eisenbahnnetz immer noch einer lohnenden Entwicklung fähig:

„Die erfreulichen Ergebnisse unserer Eisenbahnpolitik gestatten, Ihnen auch in diesem Jahre die Herstellung einer Reihe von Schienenverbindungen in verschiedenen Theilen des Landes vorzuschlagen, durch welche wichtige Verkehrsgebiete erschlossen und erhöhter wirtschaftlicher Entwicklung entgegengeführt werden sollen.“

„Times“-Telegramme berichten, in beiden Häusern des in Washington tagenden Kongresses seien Reden über die Silberprägungsfrage gehalten worden, die vorherrschende Stimmung sei aber der Fortsetzung des status quo günstig.

Politique commerciale, traités de commerce, législation commerciale. C'est avec satisfaction que l'on apprend que le ministère HONGROIS se refuse à autoriser une majoration des droits d'entrée qui frapperait les articles d'exportation suisses, afin de ne pas donner occasion à la Suisse d'élever ses droits sur les céréales.

La convention commerciale RUSSO-ROUMAINE a été dénoncée le 2 novembre 1885.

Une conférence internationale de délégués de l'union pour la protection de la propriété industrielle aura lieu à Rome au mois de mars prochain. Elle aura pour objet de discuter les améliorations que l'expérience a fait paraître désirables. La Suisse, siège du bureau international, y sera représentée.

Waarenpreise in Mexiko. In Folge der beständigen Entwerthung der Silbervaluta in Mexiko erhöhen die Kaufleute die Waarenpreise. Die Baumwollwaaren sind bereits erheblich vertheuert.

Prix des marchandises au Mexique. Ensuite de la dépréciation constante de l'argent au Mexique, les négociants de ce pays augmentent les prix de leurs marchandises. Les articles de coton ont déjà subi un renchérissement sensible.

Russische Münzen. In Rußland werden nun auch Zehnrubelstücke geprägt, welche, wie die wichtigsten Silberrubel ¹⁰⁰⁰/₁₀₀₀ reines Metall und ¹⁰⁰⁰/₁₀₀₀ Kupfer enthalten.